

*L'Adresse*

d'oeuvre qui permettra au Canada de vraiment jouer un rôle dans l'économie mondiale.

**M. Peter L McCreath (Secrétaire parlementaire du ministre d'État (Finances et Privatisation)):** Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir intervenir au sujet du discours du Trône. Je tiens à féliciter le gouvernement pour son discours du Trône très éclairé. Il met de l'avant plusieurs idées qui, selon moi, tracent la voie au Canada à l'aube du vingt et unième siècle.

Je me réjouis de l'importance que le discours accorde à l'éducation, car l'éducation est, bien sûr, le fondement de notre avenir et elle est pour tous la clé des débouchés économiques.

Je me réjouis de l'importance accordée au renouvellement de l'efficacité et à une souplesse accrue de l'appareil gouvernemental, ainsi qu'à la poursuite des excellentes innovations qui ont été apportées à la fin de la dernière session en ce qui concerne le fonctionnement de cette Chambre.

Toutefois, les deux objectifs qui m'apparaissent de loin les plus importants sont le règlement de la crise d'unité nationale et la création d'un processus qui permette à notre pays de s'unir, de s'édifier, de se renforcer et de renouveler la confédération, à l'aube du vingt et unième siècle. D'autre part, le discours reconnaît un fait très important, à savoir que la prospérité, la relance et le dynamisme économiques constituent la véritable clé de l'unité nationale, mettant ainsi en évidence la complémentarité de l'unité politique ou constitutionnelle et de l'unité et de la vigueur économiques. Là se trouve la voie de l'avenir pour notre pays, et ce lien est très important.

Nous avons tous remarqué depuis quelques mois que la question de l'unité nationale canadienne donne lieu à une polarisation du débat, l'attention se portant sur le Québec, d'une part, et sur l'Ouest, d'autre part, plus particulièrement l'Alberta. Ces deux tendances se manifestent dans deux partis qui semblent avoir des objectifs similaires, soit le Bloc québécois et le Parti réformiste.

J'interviens cependant à titre de député de la région atlantique du Canada. En lisant le discours du Trône, en écoutant le débat national ainsi qu'en lisant et en écoutant la presse, je me suis demandé quelle place occupait le Canada atlantique dans le programme? Quelle place occupe la Nouvelle-Écosse, non seulement dans le pro-

gramme national en général, mais dans le programme du gouvernement?

En lisant le discours du Trône et en prenant connaissance des orientations que nous poursuivons, je me demande quelle place y trouvent les habitants des Maritimes et ceux de la Nouvelle-Écosse?

Je pense que la question est importante. Nous vivons une époque de réflexion, notamment sur notre passé. Nous ne pouvons ignorer notre histoire. Certains en feront une interprétation abusive, mais je pense que notre histoire peut être instructive. J'estime qu'il est important de rappeler à cette Chambre et aux Canadiens qui vont s'engager dans le processus de renouveau de l'unité nationale, que ma province, la Nouvelle-Écosse, n'a pas adhéré librement à la Confédération; elle l'a fait, pourrait-on dire, en récriminant.

Il importe de se souvenir qu'aux premières élections après la Confédération, 18 des 19 députés de la Nouvelle-Écosse étaient des séparatistes, des anti-confédérés. Il faut se rappeler que nous ne nous sommes pas toujours sentis les bienvenus et à notre aise dans la Confédération. Il faut se souvenir que le mouvement séparatiste des années 1886 et 1887 a fait élire un gouvernement séparatiste en Nouvelle-Écosse. Il faut souligner aussi l'existence du Mouvement des droits des Maritimes. Créé au milieu des années 20, ce mouvement a obtenu l'établissement de la Commission Duncan, laquelle a reconnu dans son rapport que les Maritimes, la région de l'Atlantique, avaient raison de se plaindre du fonctionnement de la Confédération.

C'est ce qui explique la tendance des 50 dernières années suivant laquelle les Maritimes ont été le plus souvent représentées par des députés siégeant dans l'opposition. Il y a une explication à tout cela. Pourquoi les Maritimes ont-elles tendance à voter pour le parti de l'opposition? C'est que les habitants des Maritimes estiment, à tort ou à raison et depuis fort longtemps, que la région de l'Atlantique n'a jamais été au centre du processus de décision. Elle n'a jamais été au centre ou à l'avant-plan des préoccupations de ceux qui ont été aux commandes de notre pays.

D'une certaine façon, nous nous sommes battus nous-mêmes, comparativement aux Québécois qui ont eu tendance à voter en bloc afin d'être largement représentés au sein du gouvernement et du Cabinet.